



RCI BANQUE

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

30 juin 2020

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	3
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	8
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS.....	8
2. FAITS MARQUANTS	8
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	11
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	13
5. REFINANCEMENT	15
6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES	16
7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	17

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2020	12/2019
Caisse et Banques centrales	2	4 478	1 527
Instruments dérivés de couverture	3	215	177
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	1 093	1 364
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	239	105
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 279	1 279
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	6 et 7	46 805	50 582
Actifs d'impôts courants	8	62	16
Actifs d'impôts différés	8	176	171
Créances fiscales hors impôts courants	8	175	245
Comptes de régularisation et actifs divers	8	1 125	1 069
Participations dans les entreprises associées et coentreprises		137	142
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	1 330	1 227
Immobilisations corporelles et incorporelles		91	92
Goodwill (ou gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses)		81	84
TOTAL ACTIF		57 286	58 080

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2020	12/2019
Banques centrales	9.1	2 250	2 700
Instruments dérivés de couverture	3	104	92
Dettes envers les établissements de crédit	9.2	2 536	2 780
Dettes envers la clientèle	9.3	19 303	18 605
Dettes représentées par un titre	9.4	22 791	24 016
Passifs d'impôts courants	10	173	129
Passifs d'impôts différés	10	586	588
Dettes fiscales hors impôts courants	10	30	33
Comptes de régularisation et passifs divers	10	2 071	1 895
Provisions	11	173	185
Provisions techniques des contrats d'assurance	11	469	488
Dettes subordonnées	13	871	867
Capitaux propres		5 929	5 702
- Dont capitaux propres part du groupe		5 882	5 649
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		5 169	4 271
Gains ou pertes latents		(491)	(339)
Résultat de l'exercice		390	903
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		47	53
TOTAL PASSIF		57 286	58 080

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2020	06/2019	12/2019
Intérêts et produits assimilés	19	1 018	1 100	2 196
Intérêts et charges assimilées	20	(332)	(380)	(744)
Commissions (Produits)	21	300	301	605
Commissions (Charges)	21	(109)	(113)	(234)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(6)	(20)	22
Produits des autres activités	22	476	483	1 028
Charges des autres activités	22	(337)	(363)	(777)
PRODUIT NET BANCAIRE		1 010	1 008	2 096
Charges générales d'exploitation	23	(299)	(308)	(585)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(9)	(9)	(18)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		702	691	1 493
Coût du risque	24	(236)	(93)	(177)
RESULTAT D'EXPLOITATION		466	598	1 316
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises		10	10	21
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				(2)
Résultat sur exposition inflation		(3)	(1)	(8)
RESULTAT AVANT IMPOTS		473	607	1 327
Impôts sur les bénéfices	25	(78)	(180)	(392)
RESULTAT NET		395	427	935
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		5	13	32
Dont part du groupe		390	414	903
Nombre d'actions		1 000 000	1 000 000	1 000 000
Résultat net par action (1) et en euros		390,33	414,47	902,52
Résultat net dilué par action et en euros		390,33	414,47	902,52

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
RESULTAT NET	395	427	935
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	(3)	(7)	(16)
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>(3)</i>	<i>(7)</i>	<i>(16)</i>
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(10)	(22)	(14)
Variation de JV des actifs financiers		1	
Différences de conversion	(147)	(13)	15
Autres gains et pertes latents			6
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>(157)</i>	<i>(34)</i>	<i>7</i>
Autres éléments du résultat global	(160)	(41)	(9)
RESULTAT GLOBAL	235	386	926
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	(3)	11	29
Dont part des actionnaires de la société mère	238	375	897

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net	Capitaux propres	Capitaux propres	Total capitaux propres consolidés
	(1)	(2)		(3)	(4)	(Part des actionnaires de la société mère)	(Part des actionnaires de la société mère)	(Part des part. ne donnant pas le contrôle)	
Capitaux propres au 31 décembre 2018	100	714	3 923	(313)	(20)	858	5 262	45	5 307
Affectation du résultat de l'exercice précédent			858			(858)			
Capitaux propres au 1 janvier 2019	100	714	4 781	(313)	(20)		5 262	45	5 307
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					(18)		(18)	(3)	(21)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(7)		(7)		(7)
Différences de conversion				(14)			(14)	1	(13)
Résultat de la période avant affectation						414	414	13	427
Résultat global de la période				(14)	(25)	414	375	11	386
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres								1	1
Distribution de la période			(50)				(50)	(11)	(61)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								3	3
Capitaux propres au 30 juin 2019	100	714	4 731	(327)	(45)	414	5 587	49	5 636
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					14		14	(1)	13
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(9)		(9)		(9)
Différences de conversion				28			28		28
Résultat de la période avant affectation						489	489	19	508
Résultat global de la période				28	5	489	522	18	540
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(2)				(2)	(2)	(4)
Distribution de la période			(450)				(450)		(450)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(8)				(8)	(12)	(20)
Capitaux propres au 31 décembre 2019	100	714	4 271	(299)	(40)	903	5 649	53	5 702
Affectation du résultat de l'exercice précédent			903			(903)			
Capitaux propres au 1 janvier 2020	100	714	5 174	(299)	(40)		5 649	53	5 702
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					(8)		(8)	(2)	(10)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(3)		(3)		(3)
Différences de conversion				(141)			(141)	(6)	(147)
Résultat de la période avant affectation						390	390	5	395
Résultat global de la période				(141)	(11)	390	238	(3)	235
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(5)				(5)	(1)	(6)
Distribution de la période (5)								(11)	(11)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								9	9
Capitaux propres au 30 juin 2020	100	714	5 169	(440)	(51)	390	5 882	47	5 929

- Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées – 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.
- Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.
- Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2020 concerne principalement l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Corée du sud, le Royaume-Uni, la Russie et la Turquie. Au 31 décembre 2019, il concernait l'Argentine, le Brésil, la Corée du sud, la Russie, la Turquie, le Royaume-Uni, la Suisse, la Pologne et le Maroc.
- Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des instruments de dettes pour -26 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -25 M€ à fin juin 2020.
- Distribution hors groupe de dividendes par les sociétés dans lesquelles des participations ne donnant pas le contrôle sont détenues.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	390	414	903
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9	9	17
Dotations nettes aux provisions	165	89	92
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(10)	(10)	(21)
Produits et charges d'impôts différés	(14)	10	98
Pertes et gains nets des activités d'investissement	1	2	7
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	5	13	32
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(2)	28	30
Capacité d'autofinancement	544	555	1 158
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	175	51	53
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	329	193	308
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(460)	135	557
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(30)	18	(52)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(430)	117	609
Flux liés aux opérations avec la clientèle	3 302	(984)	(2 554)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	2 345	(1 881)	(4 210)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	957	897	1 656
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(635)	681	105
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	71	(518)	(432)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(822)	1 366	406
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	116	(167)	131
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	29	(6)	(38)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	2 236	(174)	(1 930)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	2 955	433	(719)
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	5	(1)	81
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(9)	(8)	(14)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(4)	(9)	67
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(11)	(61)	339
- Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés			850
- Dividendes versés	(11)	(61)	(511)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(11)	(61)	339
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	(87)	7	(10)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	2 853	370	(323)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	2 469	2 792	2 792
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	1 494	2 018	2 018
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	975	774	774
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	5 322	3 162	2 469
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	4 457	2 329	1 494
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	1 101	1 069	1 110
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(236)	(236)	(135)
Variation de la trésorerie nette	2 853	370	(323)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 15, rue d'Uzès 75002 Paris.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe RCI Banque S.A au 30 juin portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe RCI Banque au 30 juin 2020 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 juillet 2020 qui autorisera leur publication.

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2019, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 février 2020 et approuvés à l'Assemblée Générale du 29 avril 2020. Il a été décidé de verser un dividende de 450 M€ sur le résultat 2019 à l'actionnaire Renault et d'affecter en réserve un montant de 300 M€.

Un acompte sur dividende de 450 M€ a été versé le 5 décembre 2019 suite à la décision du Conseil d'Administration.

La décision de mise en réserve d'un montant de 300 M€ a été prise en conformité avec la recommandation de la BCE aux établissements bancaires en date du 27 mars 2020, de ne pas distribuer de dividendes dans le cadre des mesures exceptionnelles liées à la pandémie de Covid-19.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

- Contrat de coopération Nissan Europe :

L'accord de coopération avec Nissan en Europe arrive à son terme au 31 décembre 2021. Les négociations visant à définir les modalités d'un nouvel accord sont en cours.

- Crise sanitaire Covid-19 :

La crise sanitaire liée à la maladie Covid-19, a impacté l'économie mondiale sur le premier semestre de l'année 2020. En France, cette crise a entraîné un confinement de plus de 2 mois entraînant un ralentissement de l'activité économique. Au sein du groupe RCI, les conséquences liées à cet évènement sont présentées ci-dessous.

- **Activité :** Fermeture des concessions pendant le confinement
Absence d'activité de recouvrement terrain et de fonctionnement des salles de vente aux enchères pour la revente des véhicules
- **Opérationnel :** Mise en place d'un télétravail généralisé à l'ensemble des collaborateurs
Recours au chômage partiel

➤ Effet des moratoires sur le revenu d'intérêt :

Du fait de la mise en place d'un confinement dans de nombreux pays, des allègements ont parfois été proposés pour les facturations au client (intérêts ou loyers à payer) : décalage des facturations entre 3 mois à 6 mois, changement d'exigibilité des factures dans les systèmes comptables.

Conformément à la norme IFRS 9 paragraphe 5.4.3 qui précise que lorsque les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier sont renégociés ou qu'ils sont autrement modifiés, et que la renégociation ou la modification ne donne pas lieu à la décomptabilisation de cet actif financier, l'entité recalcule la somme des flux modifiés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine et comptabilise soit un profit soit une charge sur la modification en résultat net. L'analyse globale pays par pays où les filiales du groupe RCI sont implantées, n'a pas révélé de pertes significatives à constater sur le chiffre d'affaires du fait de ces changements.

A noter : RCI banque n'est pas concernée par l'octroi de prêts garantis par l'État (PGE).

Informations sur les encours soumis à des moratoires

Zone Géographique	Clientèle		Réseaux		Total	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Europe	3 792	57	1 254	8	5 046	65
dont Allemagne	88	1	203	1	290	2
dont Espagne	75	2	142	2	218	4
dont France	3 118	41	267	1	3 385	41
dont Italie	212	6	305	3	517	10
dont Royaume-Uni	131	4	186	0	316	4
dont autres pays	169	3	152	2	321	4
Eurasie	32	0	-	-	32	0
Afrique - Moyen Orient - Inde	110	4	41	0	151	5
Asie - Pacifique	4	-	-	-	4	-
Amériques	262	7	42	0	304	8
dont Argentine	3	-	1	0	3	0
dont Brésil	110	5	40	0	150	6
dont Colombie	149	2	1	0	151	2
Total	4 200	69	1 337	9	5 537	78

À fin juin, sur notre portefeuille Clientèle (hors concessionnaires), le montant des expositions faisant l'objet d'un report d'échéance non expirée s'élève à 4 200 M€. Ce montant comprend 3 118 M€ de moratoires accordés par défaut¹ en France à toutes les entreprises ayant un véhicule financé.

Sur l'activité de financement des Réseaux (concessionnaires), le montant des expositions ayant fait l'objet d'un report d'échéance et non expirées s'élève à 1 337 M€. Une partie importante des reports d'échéance accordés aux concessionnaires pendant la période de confinement a déjà fait l'objet d'un règlement à RCI du fait principalement de la reprise de l'activité de vente de véhicules en Europe.

¹ Moratoire accordé systématiquement et par défaut à l'ensemble des clients entreprises Diac et Diac Location pour soulager les plateformes de gestion de la relation clientèle lors des premiers jours de confinement. Les clients ne souhaitant pas bénéficier de ces reports d'échéance ont pu demander le maintien de leur échéancier contractuel.

➤ Test d'impairment

Les tests d'impairment n'ont pas révélé de perte de valeur sur les goodwill (ou gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses) ni sur les autres actifs financiers.

A noter : il n'a pas été nécessaire de modifier les méthodes de ces tests à la suite de la crise de la Covid-19.

➤ Coût du risque

La norme IFRS 9 introduit dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit (ECL) la notion de forward-looking. À travers cette notion, de nouvelles exigences en termes de suivi et de mesure du risque de crédit sont introduites avec le recours à des données prospectives, notamment de type macroéconomique. Les principes de calcul des provisions pour risque de crédit sont décrits dans la section 4.3.3.5 du rapport annuel 2019.

En l'absence de projections fiables pour intégrer les impacts de la Covid-19 dans les hypothèses forward-looking utilisées pour le calcul des Expected Credit Losses, l'ESMA recommande, au regard des données passées et compte tenu de l'intervention des gouvernements, d'allouer une pondération prépondérante au scénario de stabilité de l'environnement économique à long terme. En ligne avec les guidelines de l'ESMA, RCI Banque a renforcé la prépondérance du scénario « stability » tout en augmentant la pondération du scénario « adverse » et en diminuant fortement celle du scénario « baseline » (le plus optimiste) par rapport au niveau retenu à Décembre 2019. Ces mesures conduisent à une augmentation de 26 M€ des provisions au titre du forward-looking, principalement attribuable à l'activité de financement des réseaux.

Les pertes en cas de défaut utilisés pour calibrer les provisions ont été impactées par la crise sanitaire, les récupérations et ventes de véhicules saisis ayant connu un quasi-arrêt pendant la période de confinement. L'augmentation des LGD a conduit à une hausse du taux de provisionnement des créances dégradées depuis l'origination (B2) qui passe de 5,3 à 7,1 %, le taux de couverture des créances saines (B1) augmentant de 0,5 à 0,7 %. La proportion de créances en défaut est en légère hausse à 1,5 % des encours contre 1,3 % à fin 2019, leur taux de provisionnement augmentant très légèrement. Ces éléments conduisent à une augmentation des provisions pour risque de crédit.

Au total les provisions pour dépréciation augmentent de 138 M€ par rapport à décembre 2019 dont 26 M€ au titre de la mise à jour du forward-looking. Cette hausse est en majeure partie liée à l'impact de la Covid-19.

La ventilation des opérations avec la clientèle et les provisions associées à chaque classe IFRS9 sont détaillées en notes 7 et 24.

A noter :

- **Limitation des observations de LGD**

Le choix a été fait par le management de figer les statistiques de LGD à fin mars pour la France (impact non comptabilisé dans le modèle du fait de cette fixation de la LGD de 23,8 M€) et à fin mai pour l'Italie (pour 1,8 M€) car des contraintes opérationnelles impactant le recouvrement pendant le confinement ne reflètent pas les conditions réelles de recouvrement.

- **Provisions d'expertise moratoires**

Du point de vue du provisionnement, un complément de provision a été appliqué sur l'ensemble des expositions ayant fait l'objet d'un report d'échéance pendant la période de confinement (période de mars à mai), que ces expositions aient été déclassées ou non en forbearance. La méthode retenue a consisté à doubler la provision calculée à fin mai 2020 selon la méthodologie IFRS9 en place ; l'ajustement représente une charge de 44 M€ à rapporter à un encours clientèle de l'ordre de 4,5 Md€ à cette date. Cela permet de porter le taux de couverture sur ces encours à un niveau supérieur à la moyenne du taux de couverture B1+B2.

- **Classements des actifs par bucket suite aux recommandations de l'ESMA**

Le déclassement d'un bucket à l'autre (et notamment du bucket 1 au bucket 2) ne doit pas être systématique à cause de l'application de la forbearance, mais il doit faire l'objet d'une analyse (sur base individuelle ou collective) des contreparties pour déterminer celles qui subissent une véritable dégradation de leur risque de crédit sur la durée de vie de l'actif de celles qui ne rencontrent que des « problèmes de liquidités temporaires ».

Dans le groupe RCI Banque cette analyse a été faite au cas par cas sans avoir recours à des déclassements systématiques (cf note 7.1).

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2020 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2019.

Les états financiers du groupe RCI Banque arrêtés au 31 décembre 2019 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2019 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2019.

A. Evolutions des principes comptables

Le groupe RCI Banque applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2020.

➤ Nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2020

Amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS7	Réforme des taux d'intérêts – Phase 1
Amendements IAS 1 et IAS 8	Définition de la matérialité
Amendement IFRS 3	Définition d'un « business »
Cadre conceptuel	Modification de références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS
IFRS 9 phase 3 ⁽¹⁾	Comptabilité de couverture de manière prospective

L'application de ces normes et amendements à compter du 1er janvier 2020 est sans effet significatif sur les états financiers du Groupe.

⁽¹⁾ Cette application n'a pas d'impact matériel dans les comptes du Groupe mais permet la qualification d'ensembles agrégés composés d'une dette et d'un dérivé comme éléments couverts.

➤ Nouveau texte publié par l'IASB pour application en 2020 et non encore publié au journal officiel de l'Union Européenne

IFRS 16	Amendement à IFRS 16 « Allègements de loyer liés à la Covid-19 »
---------	--

L'IASB a publié le 28 mai 2020 un amendement à IFRS 16 « Allègements de loyer liés à la Covid-19 » avec une date d'entrée en vigueur au 1er juin 2020, qui n'est pas encore approuvé par l'Union Européenne. Le texte propose une exemption optionnelle pour les preneurs qui permet de reconnaître en résultat les réductions des loyers obtenues lors de la conclusion des accords d'allègement avec les bailleurs. Cette mesure s'applique aux paiements de loyers initialement dus le 30 juin 2021 ou avant cette date. Les preneurs peuvent choisir d'appliquer les dispositions d'IFRS 16 non amendées qui consistent à faire une analyse détaillée des accords d'allègements et à les traiter comme des modifications de contrat le cas échéant. Le Groupe RCI n'a pas appliqué l'amendement d'IFRS 16 dans les comptes au 30 juin 2020. Les allègements dont a bénéficié le Groupe n'ont pas d'impact significatif.

➤ Normes et amendements publiés non encore applicables

IFRS 17	Contrats d'assurance
---------	----------------------

La norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance a été publiée le 18 mai 2017 par l'IASB. Sous réserve d'adoption par l'Union Européenne, elle entrera en vigueur en 2023, en lieu et place de l'actuelle norme IFRS 4. Le groupe n'envisage pas, à ce stade, d'appliquer cette norme par anticipation.

B. Estimations et jugements

Compte tenu du contexte d'arrêtés particulier et des impacts lié à la Covid-19, des modifications ont été apportées aux jugements et hypothèses retenus par rapport à décembre 2019 concernant :

- **Le Forward-looking** (voir le paragraphe « Coût du risque » dans la section 2. Faits marquants)
- **Les modèles d'estimation des provisions :**
Les modèles d'estimation n'ont pas été adaptés. En revanche, les paramètres entrant dans les modèles ont été mis à jour pour intégrer les impacts Covid-19.

Mis à part les deux points ci-dessus, les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 sont identiques à celles détaillées dans la note 4.3.3 de l'annexe aux comptes annuels 2019.

C. Changements de présentation

Sur 2020, il n'y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l'année précédente.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration. Par ailleurs le groupe se refinance sur les marchés de capitaux dans des devises multiples (GBP, CHF, BRL, ARS, KRW, MAD, COP, etc.), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 et désormais déployée dans cinq pays, vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque prend en compte les recommandations de l'EBA et de la BCE relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est principalement assuré par la Trésorerie Groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

Après la mise en place du confinement dans la quasi-totalité des pays dans lesquels RCI Banque est présent, la priorité a été donnée à rétablir le fonctionnement du recouvrement des créances incidentes et douteuses.

Le passage au télétravail s'est initialement accompagné d'une perte d'efficacité qui a pu être progressivement corrigée. Un renforcement des effectifs dédiés à ces activités a été réalisé qu'il s'agisse du personnel interne ou des ressources affectées à l'activité RCI Banque chez les prestataires de recouvrement.

Dans les pays ayant accordé un nombre important de reports d'échéance un renforcement complémentaire des effectifs a été mis en œuvre (en France et au Brésil notamment) ou est planifié en amont de la fin des moratoires (en Italie par exemple).

S'agissant du risque à l'acceptation, un plan d'action a été établi en anticipation de la dégradation attendue du contexte économique. Après estimation pays par pays de ce potentiel de détérioration, le maintien de la rentabilité de la production a été construit autour de 3 axes :

- La mise en œuvre de contrôles supplémentaires et de politiques d'octroi spécifiques par secteur d'activité (client entreprise ou employeur d'un clients particulier)
- L'ajustement à la baisse des objectifs de probabilité de défaut
- L'augmentation de la tarification, pour l'essentiel dans les pays d'Amérique du Sud où la pratique du « risk based pricing » est largement diffusée.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage de la politique d'acceptation continuera d'être ajusté régulièrement en fonction du risque observé ainsi que des prévisions et stress sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises).

Malgré un contexte très défavorable, RCI Banque a pour objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme ou d'achat de fonds monétaires de la constitution d'un portefeuille d'obligations émises par des entreprises dont la durée moyenne était inférieure à deux ans au 30/06/2020.

Ces investissements sont réalisés auprès d'établissements bancaires de premier ordre, de fonds monétaires ou d'obligations d'entreprises de bonne qualité préalablement autorisés par le Comité Financier. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an au 30/06/2020.

En outre, RCI Banque a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent donner lieu à du risque de contrepartie. Néanmoins, le groupe est soumis à la réglementation EMIR et, en conséquence, en Europe, les dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral soit en bilatéral soit vis-à-vis d'une chambre de compensation.

Environnement macroéconomique

Au cours du semestre, les marchés ont été profondément affectés par la crise sanitaire liée à la Covid-19. L'intervention massive des banques centrales et le relâchement progressif des mesures de confinement ont permis une normalisation des conditions de marché à partir de la fin mai.

Initialement concentrée en Chine et en Asie, l'épidémie de Coronavirus s'est propagée à l'échelle mondiale. Entre mars et avril 2020 les craintes de crise sanitaire majeure ont conduit de nombreux pays à instaurer des mesures de confinement strictes. Ces mesures se sont prolongées jusqu'en mai et ont eu un impact majeur sur l'activité économique et la consommation.

Dans ce contexte, les investisseurs ont réduit l'exposition au risque de leurs portefeuilles. Les indices actions ont connu des baisses marquées avant de retracer une partie de leur repli. L'Eurostoxx50 termine le semestre en baisse de -7%.

Les spreads de crédit sur obligations d'entreprise (Indice IBOXX corporate overall) se sont également écartés, passant de 70 bp en Janvier à 200 bp à fin mars, avant de revenir à 160 bp à fin Juin.

Pour éviter que cette crise sanitaire ne déclenche une crise économique majeure, les grandes banques centrales ont pris des mesures de politique monétaire de grande ampleur :

Aux Etats-Unis, la Federal Reserve a réactivé un programme d'achat d'actifs comprenant obligations d'état, de municipalités, d'entreprises, de titres hypothécaires et de titrisations pour un montant total de 2 600Mds USD. Elle a également porté le taux des Fed Funds à 0-0,25 %, soit une baisse de 150 bps depuis début mars et annoncé envisager de les conserver à un niveau proche de 0 jusqu'à au moins 2022.

La Banque Centrale Européenne a annoncé un nouveau programme d'achats d'urgence face à la pandémie. Initialement annoncé pour 750Mds d'euros, le Pandemic Emergency Purchase Programme ou PEPP a été par la suite porté à 1 350Mds Euro. Les termes du TLTRO III ont également été assouplis par une baisse du taux et une recalibration à la baisse des cibles de croissance que les banques doivent atteindre pour bénéficier du taux bonifié.

La Banque d'Angleterre a suivi les actions de la FED et de la BCE et baissé en deux étapes son taux de base qui est ainsi passé de 75bps à 10bps et renforcé son programme de rachat d'obligations d'Etat ou d'entreprises Investment grade non bancaires de 200Mds £ en mars 2020.

5. REFINANCEMENT

Au cours du semestre, le recours aux financements de marché a été modeste et l'entreprise a été peu impactée par la hausse des coûts de financements. Cette situation résulte de tombées obligataires 2020 plus faibles qu'au cours des années passées (anticipation du refinancement du TLTRO II lancé en 2016), du ralentissement des ventes automobiles et de la baisse des volumes de nouveaux crédits qui en a résulté.

Une émission obligataire de 750 M€ sur 7 ans à taux fixe a été réalisée en Janvier.

Sur le segment du refinancement sécurisé, les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni et de leasing en Allemagne ont vu leurs périodes revolving étendues pour une année supplémentaire. Ces opérations ont été renouvelées pour des montants respectifs de 800 MGBP au Royaume-Uni et de 358 M€ en Allemagne.

Les dépôts de la clientèle particulière progressent de 0,9 M€ depuis décembre 2019 et atteignent 18,6 Md€ au 30 juin 2020, représentant 38,9% des sources de refinancement.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,5 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 3,6 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 5,0 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) ainsi qu'un montant d'actifs financiers de 0,4 Md€, permettent à RCI Banque d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant plus de 15 mois sans accès à la liquidité extérieure.

Dans un environnement complexe et volatil, la politique prudente menée par le groupe depuis plusieurs années s'est montrée particulièrement justifiée. Elle permet de protéger la marge commerciale de chaque entité tout en assurant la sécurité du refinancement de ses activités. Elle est définie et mise en œuvre au niveau consolidé par RCI Banque et s'applique à toutes les entités de financement du groupe.

La sensibilité du bilan se mesure également par des risques de marchés (taux, change, contrepartie) très faibles et quotidiennement contrôlés sur base consolidée.

La sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite de 50 M€ fixée par le groupe.

Au 30 juin 2020, une hausse des taux de 100 points aurait un impact sur la marge nette d'intérêts (MNI) du groupe de :

- -6,5 M€ en EUR,
- +5,9 M€ en GBP,
- +1,3 M€ en MAD,
- +0,6 M€ en CHF,
- +0,4 M€ en KRW,
- +0,3 M€ en PLN,
- -0,6 M€ en BRL,
- +0,1 M€ en RON,
- +0,2 M€ en CZK,
- +0,1M M€ en ARS.

La somme des valeurs absolues des sensibilités dans chaque devise s'élève à 16,1 M€.

La position de change transactionnelle² consolidée du groupe RCI Banque atteint 5,3 M€.

6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe RCI Banque est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2020, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

² Position de change excluant les titres de participation au capital des filiales.

7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2020
Encours productif moyen	36 651	10 327		46 978
Produit net bancaire	800	130	80	1 010
Résultat brut d'exploitation	578	105	19	702
Résultat d'exploitation	363	86	17	466
Résultat avant impôts	371	85	17	473

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2019
Encours productif moyen	36 185	10 231		46 416
Produit net bancaire	1 628	252	216	2 096
Résultat brut d'exploitation	1 185	193	115	1 493
Résultat d'exploitation	1 009	202	105	1 316
Résultat avant impôts	1 023	202	102	1 327

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2019
Encours productif moyen	35 441	10 315		45 756
Produit net bancaire	809	130	69	1 008
Résultat brut d'exploitation	586	101	4	691
Résultat d'exploitation	508	95	(5)	598
Résultat avant impôts	518	95	(6)	607

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Note 2 : Caisse et Banques centrales

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Caisse et Banques centrales	4 457	1 494
Caisse et Banques centrales	4 457	1 494
Créances à terme sur Banques centrales	21	33
Créances rattachées	21	33
Total des Caisse et Banques centrales	4 478	1 527

Note 3 : Instruments dérivés de couverture

En millions d'euros	06/2020		12/2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	11	21	3	16
Instruments dérivés de taux	1	11	1	5
Instruments dérivés de change	10	10	2	11
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	204	83	174	76
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	198		162	3
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	6	83	12	73
Total des instruments dérivés	215	104	177	92

Les « Autres instruments dérivés » intègrent l'ajustement au titre de risque de crédit de +1,207 M€ au 30 juin 2020 se décomposant en un produit de +1,434 M€ au titre de la DVA et une charge de -0,227 M€ au titre de la CVA. L'ajustement de CVA/DVA couvre le risque de contrepartie généré par les dérivés non compensés.

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et, depuis l'application du troisième volet d'IFRS9 depuis le mois de janvier 2020, à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2020	<i>Dt entreprises liées</i>
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	918			918	
Achats	913			913	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	107			107	
Emprunts	107			107	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	98	220		318	
Emprunts	92	223		315	
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	8 518	9 715	2 150	20 383	
Emprunteurs	8 518	9 715	2 150	20 383	

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2019	<i>Dt entreprises liées</i>
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 192			1 192	
Achats	1 178			1 178	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	111			111	
Emprunts	111			111	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	113	103		216	
Emprunts	116	101		217	
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	6 969	10 603	2 000	19 572	
Emprunteurs	6 969	10 603	2 000	19 572	

Note 4 : Actifs financiers

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 093	1 364
Effets publics et valeurs assimilées	830	1 066
Obligations et autres titres à revenus fixes	262	297
Participations dans les sociétés non consolidées	1	1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	239	105
Titres à revenus variables	22	22
Obligations et autres titres à revenus fixes	214	80
Participations dans les sociétés non consolidées	3	3
Total des actifs financiers (*)	1 332	1 469
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4</i>	<i>4</i>

Note 5 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Créances à vue sur les établissements de crédit	1 101	1 110
Comptes ordinaires débiteurs	1 014	1 073
Prêts au jour le jour	87	37
Créances à terme sur les établissements de crédit	178	169
Comptes et prêts à terme en bucket 1	118	109
Comptes et prêts à terme en bucket 2	60	60
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	1 279	1 279
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>60</i>	<i>60</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 611 millions d'euros à fin juin 2020 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec les Banques Centrales figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

Note 6 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Prêts et créances sur la clientèle	46 805	50 582
Opérations avec la clientèle	33 033	37 143
Opérations de location financière	13 772	13 439
Opérations de location opérationnelle	1 330	1 227
Total opérations avec la clientèle et assimilées	48 135	51 809

Au 30 juin 2020, 1 069 M€ sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 874 M€ au 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2020, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 329 M€ contre 473 M€ au 30 juin 2019.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 30 juin 2020, cette participation s'élève à 228 M€ contre 325 M€ au 30 juin 2019.

La valeur brute des encours restructurés, suite à l'ensemble des mesures de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 235 M€ et est dépréciée à hauteur de 53 M€ au 30 juin 2020. La part des restructurations liée à la Covid-19 s'élève à 192 M€ (dont 187 M€ pour la Clientèle et 9 M€ pour le Réseau) et a fait l'objet de dépréciation pour un montant total de 9 M€ essentiellement sur la Clientèle.

6.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Créances sur la clientèle	33 246	37 243
Affacturation sain	196	502
Affacturation dégradé depuis l'origination	3	44
Autres créances commerciales saines	5	3
Autres crédits sains à la clientèle	29 890	33 598
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	2 272	2 005
Comptes ordinaires débiteurs sains	398	617
Créances en défaut	482	474
Créances rattachées sur clientèle	73	91
Autres crédits à la clientèle en non défaut	35	46
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	34	41
Créances en défaut	4	4
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	438	447
Etalement des frais de dossiers et divers	(54)	(61)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(462)	(542)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	954	1 050
Dépréciation des créances sur la clientèle	(724)	(638)
Dépréciation sur créances saines	(130)	(119)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(165)	(120)
Dépréciation des créances en défaut	(334)	(320)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(95)	(79)
Total net des créances sur la clientèle	33 033	37 143

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

6.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Créances sur opérations de location financière	13 988	13 605
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	12 642	12 140
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 102	1 277
Créances en défaut	244	188
Créances rattachées sur opérations de location financière	14	14
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	13	13
Créances en défaut	1	1
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	41	24
Étalement des frais de dossiers et divers	61	68
Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(308)	(337)
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	288	293
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(271)	(204)
Dépréciation sur créances saines	(49)	(33)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(76)	(55)
Dépréciation des créances en défaut	(145)	(115)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(1)	(1)
Total net des créances sur opérations de location financière	13 772	13 439

6.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Immobilisations données en location	1 333	1 251
Valeur brute des immobilisations données en location	1 760	1 619
Amortissements sur immobilisations données en location	(427)	(368)
Créances sur opérations de location opérationnelle	22	16
Créances saines et dégradées depuis l'origine	16	11
Créances en défaut	9	8
Produits et charges restant à étaler	(3)	(3)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(25)	(40)
Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine	(1)	(1)
Dépréciation des créances en défaut	(6)	(6)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(18)	(33)
Total net des opérations de location opérationnelle (*)	1 330	1 227

(*) Dont entreprises liées

(1)

(1)

Note 7 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2020
Valeur brute	38 638	9 980	537	49 155
Créances saines	35 100	9 396	536	45 032
<i>En % du total des créances</i>	<i>90,8%</i>	<i>94,1%</i>	<i>99,8%</i>	<i>91,6%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	2 867	516		3 383
<i>En % du total des créances</i>	<i>7,4%</i>	<i>5,2%</i>		<i>6,9%</i>
Créances en défaut	671	68	1	740
<i>En % du total des créances</i>	<i>1,7%</i>	<i>0,7%</i>	<i>0,2%</i>	<i>1,5%</i>
Dépréciation	(903)	(115)	(2)	(1 020)
Dépréciation créances saines	(227)	(65)	(2)	(294)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>25,1%</i>	<i>56,5%</i>	<i>100,0%</i>	<i>28,8%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(224)	(17)		(241)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>24,8%</i>	<i>14,8%</i>		<i>23,6%</i>
Dépréciation créances en défaut	(452)	(33)		(485)
<i>En % du total des créances</i>	<i>50,1%</i>	<i>28,7%</i>		<i>47,5%</i>
Taux de couverture	2,3%	1,2%	0,4%	2,1%
<i>Créances saines</i>	<i>0,6%</i>	<i>0,7%</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,7%</i>
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>7,8%</i>	<i>3,3%</i>		<i>7,1%</i>
<i>Créances en défaut</i>	<i>67,4%</i>	<i>48,5%</i>		<i>65,5%</i>
Total des valeurs nettes (*)	37 735	9 865	535	48 135

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

13

1 069

320

1 402

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2019
Valeur brute	40 178	11 747	766	52 691
Créances saines	36 548	11 372	763	48 683
<i>En % du total des créances</i>	<i>91,0%</i>	<i>96,8%</i>	<i>99,6%</i>	<i>92,4%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	3 034	299		3 333
<i>En % du total des créances</i>	<i>7,6%</i>	<i>2,5%</i>		<i>6,3%</i>
Créances en défaut	596	76	3	675
<i>En % du total des créances</i>	<i>1,5%</i>	<i>0,6%</i>	<i>0,4%</i>	<i>1,3%</i>
Dépréciation	(779)	(102)	(1)	(882)
Dépréciation créances saines	(207)	(58)	(1)	(266)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>26,6%</i>	<i>56,9%</i>	<i>100,0%</i>	<i>30,2%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(165)	(10)		(175)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>21,2%</i>	<i>9,8%</i>		<i>19,8%</i>
Dépréciation créances en défaut	(407)	(34)		(441)
<i>En % du total des créances</i>	<i>52,2%</i>	<i>33,3%</i>		<i>50,0%</i>
Taux de couverture	1,9%	0,9%	0,1%	1,7%
<i>Créances saines</i>	<i>0,6%</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,5%</i>
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>5,4%</i>	<i>3,3%</i>		<i>5,3%</i>
<i>Créances en défaut</i>	<i>68,3%</i>	<i>44,7%</i>		<i>65,3%</i>
Total des valeurs nettes (*)	39 399	11 645	765	51 809

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

24

874

589

1 487

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Note 7.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2019	Augmentation (1)	Transfert (2)	Diminution (3)	06/2020
Créances saines	48 683	25 800	(1 165)	(28 286)	45 032
Créances dégradées depuis l'origination	3 333		901	(851)	3 383
Créances en défaut	675		264	(199)	740
Total opérations avec la clientèle (VB)	52 691	25 800		(29 336)	49 155

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

(3) Diminution = Remboursements, cessions ou abandons

Note 7.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2019	Augmentation (1)	Diminution (2)	Variations (3)	Autres (4)	06/2020
Dépréciation sur créances saines (*)	266	74	(62)	22	(6)	294
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	175	22	(16)	71	(11)	241
Dépréciation des créances en défaut	441	27	(92)	119	(10)	485
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	882	123	(170)	212	(27)	1 020

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(4) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles pour un montant de 114 M€.

Sur l'activité clientèle, les conséquences économiques de la crise sanitaire ont contribué à l'augmentation de l'encours B3 (+12,6% comparé à décembre 2019) entraînant une hausse des provisions de 45 M€ avec un taux de provisionnement en légère baisse à 67,4% (contre 68,3% à fin décembre 2019).

Le taux de provisionnement des encours clientèle B2 est passé de 5,4% à 7,8% par rapport à fin décembre 2019, à la suite de la dégradation des paramètres de risques, notamment des LGD, impactés négativement par les répercussions des politiques de confinement sur les processus de recouvrement (incapacité de récupérer les véhicules notamment) et sur les économies des pays touchés. Cela a entraîné une augmentation des provisions B2 de 58,9 M€ malgré une baisse de 5,5% de l'encours.

Note 8 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Créances d'impôts et taxes fiscales	413	432
Actifs d'impôts courants	62	16
Actifs d'impôts différés	176	171
Créances fiscales hors impôts courants	175	245
Comptes de régularisation et actifs divers	1 125	1 069
Créances sociales	4	
Autres débiteurs divers	483	451
Comptes de régularisation actif	81	59
Autres actifs	2	1
Valeurs reçues à l'encaissement	391	373
Part des réassureurs dans les provisions techniques	164	185
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	1 538	1 501
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>150</i>	<i>259</i>

Note 9 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**9.1 - Banques centrales**

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Comptes et emprunts à terme	2 250	2 700
Total Banques centrales	2 250	2 700

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 30 juin 2020 à 6 511 M€, soit 5 682 M€ en titres des véhicules de titrisations, 712 M€ en créances privées et 117 M€ en titres obligataires éligibles.

9.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Dettes à vue envers les établissements de crédit	236	135
Comptes ordinaires créditeurs	28	11
Emprunts au jour le jour	2	7
Autres sommes dues	206	117
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 300	2 645
Comptes et emprunts à terme	2 223	2 555
Dettes rattachées	77	90
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 536	2 780

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

9.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Comptes créditeurs de la clientèle	19 209	18 512
Comptes ordinaires créditeurs	184	124
Comptes créditeurs à terme	500	700
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires	13 084	12 986
Dépôts à terme de la clientèle	5 441	4 702
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	94	93
Autres sommes dues à la clientèle	56	61
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	4	9
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	12	17
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	22	6
Total des dettes envers la clientèle (*)	19 303	18 605

(*) Dont entreprises liées

570

728

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque par le constructeur Renault pour un montant de 500 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Group.

RCI Banque a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, juin 2015 au Royaume-Uni et en mars 2019 au Brésil, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme.

9.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Titres de créances négociables (1)	1 144	1 948
Certificats de dépôt	914	1 681
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés		29
BMTN et assimilés	220	220
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	10	18
Autres dettes représentées par un titre (2)	2 801	3 243
Autres dettes représentées par un titre	2 800	3 242
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	1
Emprunts obligataires et assimilés	18 846	18 825
Emprunts obligataires	18 744	18 699
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	102	126
Total des dettes représentées par un titre (*)	22 791	24 016

(*) Dont entreprises liées

78

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil S.A., RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento et Diac S.A.
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd), brésilienne (Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.), française (Diac S.A.) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana).

Note 10 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Dettes d'impôts et taxes fiscales	789	750
Passifs d'impôts courants	173	129
Passifs d'impôts différés	586	588
Dettes fiscales hors impôts courants	30	33
Comptes de régularisation et passifs divers	2 071	1 895
Dettes sociales	62	57
Autres créiteurs divers	987	916
Comptes de régularisation passif	547	562
Dettes rattachées sur autres créiteurs divers	418	354
Comptes d'encaissement	57	6
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	2 860	2 645

(*) Dont entreprises liées

319

145

Note 11 : Provisions

En millions d'euros	12/2019	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2020
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	525	134	(15)	(134)	(3)	507
Provisions sur engagement par signature	6	8		(3)	(1)	10
Provisions pour risques de litiges	9	1		(2)	(2)	6
Provisions techniques des contrats d'assurance	488	122	(15)	(125)	(1)	469
Autres provisions	22	3		(4)	1	22
Provisions sur opérations non bancaires	148	4	(7)	(3)	(7)	135
Provisions pour engagements de retraite et ass.	63	3	(3)	(1)	2	64
Provisions pour restructurations	14		(3)		1	12
Provisions pour risques fiscaux et litiges	67	1	(1)	(1)	(11)	55
Autres provisions	4			(1)	1	4
Total des provisions	673	138	(22)	(137)	(10)	642

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

(**) *Provisions sur engagement de signature = Concernent essentiellement des engagements de financement*

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 469 M€ à fin juin 2020.

Note 12 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2019	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2020
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	882	392	(141)	(68)	(45)	1 020
Opérations avec les établissements de crédit		1			(1)	
Opérations avec la clientèle	882	391	(141)	(68)	(44)	1 020
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>266</i>	<i>126</i>	<i>(33)</i>	<i>(43)</i>	<i>(22)</i>	<i>294</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>175</i>	<i>121</i>	<i>(31)</i>	<i>(13)</i>	<i>(11)</i>	<i>241</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>441</i>	<i>144</i>	<i>(77)</i>	<i>(12)</i>	<i>(11)</i>	<i>485</i>
Provisions sur opérations non bancaires	4	1	(1)		(1)	3
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	4	1	(1)		(1)	3
Provisions sur opérations bancaires	15	9		(5)	(3)	16
Provisions sur engagement par signature	6	8		(3)	(1)	10
Provisions pour risques de litiges	9	1		(2)	(2)	6
Total couverture des risques de contreparties	901	402	(142)	(73)	(49)	1 039

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

Note 13 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Dettes évaluées au coût amorti	859	853
Titres subordonnés	850	850
Dettes rattachées sur titres subordonnés	9	3
Dettes évaluées à la juste valeur	12	14
Titres participatifs	12	14
Total des dettes subordonnées	871	867

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 14 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2020
Actifs financiers	16 037	14 841	22 436	795	54 109
Caisse et Banques centrales	4 457	21			4 478
Instruments dérivés	7	18	104	86	215
Actifs financiers	337	519	271	205	1 332
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 219		60		1 279
Prêts et créances sur la clientèle	10 017	14 283	22 001	504	46 805
Passifs financiers	16 451	7 436	20 375	3 593	47 855
Banques centrales		1 500	750		2 250
Instruments dérivés	9	41	54		104
Dettes envers les établissements de crédit	505	886	1 145		2 536
Dettes envers la clientèle	14 211	1 837	2 755	500	19 303
Dettes représentées par un titre	1 726	3 164	15 671	2 230	22 791
Dettes subordonnées		8		863	871

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2019
Actifs financiers	13 612	16 859	23 850	713	55 034
Caisse et Banques centrales	1 494	27	6		1 527
Instruments dérivés	5	7	83	82	177
Actifs financiers	599	267	497	106	1 469
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 219		60		1 279
Prêts et créances sur la clientèle	10 295	16 558	23 204	525	50 582
Passifs financiers	16 742	8 303	19 834	4 181	49 060
Banques centrales	200	2 000	500		2 700
Instruments dérivés	10	24	58		92
Dettes envers les établissements de crédit	602	915	1 263		2 780
Dettes envers la clientèle	14 308	1 485	2 112	700	18 605
Dettes représentées par un titre	1 619	3 879	15 901	2 617	24 016
Dettes subordonnées	3			864	867

Les emprunts Banque Centrale correspondent aux opérations de financement à Long terme (TLTRO) qui ont été introduites fin 2014 et progressivement utilisées par RCI Banque.

**Note 15 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros - 30/06/2020	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	54 109	1 328	5 972	46 584	53 884	(225)
Caisse et Banques centrales	4 478		4 478		4 478	
Instruments dérivés	215		215		215	
Actifs financiers	1 332	1 328		4	1 332	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 279		1 279		1 279	
Prêts et créances sur la clientèle	46 805			46 580	46 580	(225)
Passifs financiers	47 855	13	47 021		47 034	821
Banques centrales	2 250		2 197		2 197	53
Instruments dérivés	104		104		104	
Dettes envers les établissements de crédit	2 536		2 533		2 533	3
Dettes envers la clientèle	19 303		19 303		19 303	
Dettes représentées par un titre	22 791		22 088		22 088	703
Dettes subordonnées	871	13	796		809	62

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en ci-dessous.

En millions d'euros - 31/12/2019	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	55 034	1 465	2 983	50 488	54 936	(98)
Caisse et Banques centrales	1 527		1 527		1 527	
Instruments dérivés	177		177		177	
Actifs financiers	1 469	1 465		4	1 469	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 279		1 279		1 279	
Prêts et créances sur la clientèle	50 582			50 484	50 484	(98)
Passifs financiers	49 060	15	49 243		49 258	(198)
Banques centrales	2 700		2 629		2 629	71
Instruments dérivés	92		92		92	
Dettes envers les établissements de crédit	2 780		2 939		2 939	(159)
Dettes envers la clientèle	18 605		18 605		18 605	
Dettes représentées par un titre	24 016		24 125		24 125	(109)
Dettes subordonnées	867	15	853		868	(1)

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si RCI Banque ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par RCI Banque au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2020 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2020.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à RCI Banque au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2020 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 16 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe RCI Banque négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe RCI Banque ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2020	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 344		1 344	40	578		726
Dérivés	215		215	40			175
Créances de financements Réseau (1)	1 129		1 129		578		551
Passifs	104		104	40			64
Dérivés	104		104	40			64

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 935 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 495 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 194 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A., dont les expositions sont couvertes à hauteur de 83 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - 31/12/2019	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 340		1 340	37	889		414
Dérivés	177		177	37			140
Créances de financements Réseau (1)	1 163		1 163		889		274
Passifs	92		92	37			55
Dérivés	92		92	37			55

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 722 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 692 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 441 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A., dont les expositions sont couvertes à hauteur de 197 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

Note 17 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Engagements de financement	3 098	2 553
Engagements en faveur des établissements de crédit		4
Engagements en faveur de la clientèle	3 098	2 549
Engagements de garantie	195	216
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	36	57
Engagements d'ordre de la clientèle	159	159
Engagements sur titres	170	
Autres titres à livrer	170	
Autres engagements donnés	29	29
Engagements sur locations mobilières et immobilières	29	29
Total des engagements donnés (*)	3 492	2 798

(*) Dont entreprises liées

9

7

Note 18 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2020	12/2019
Engagements de financement	4 832	4 847
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 832	4 847
Engagements de garantie	15 858	16 313
Engagements reçus d'établissements de crédit	215	228
Engagements reçus de la clientèle	5 758	6 741
Engagements de reprise reçus	9 885	9 344
Autres engagements reçus	25	25
Autres engagements reçus	25	25
Total des engagements reçus (*)	20 715	21 185
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>5 421</i>	<i>5 408</i>

RCI Banque dispose au 30 juin 2020 de 4 488 millions d'euros de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 3 714 millions d'euros de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 19 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
Intérêts et produits assimilés	1 421	1 475	2 966
Opérations avec les établissements de crédit	13	17	34
Opérations avec la clientèle	1 030	1 088	2 173
Opérations de location financière	342	326	671
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	30	35	72
Intérêts courus et échus des instruments financiers	6	9	16
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(403)	(375)	(770)
Opérations avec la clientèle	(313)	(302)	(614)
Opérations de location financière	(90)	(73)	(156)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	1 018	1 100	2 196
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>356</i>	<i>368</i>	<i>740</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 20 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
Opérations avec les établissements de crédit	(103)	(104)	(203)
Opérations avec la clientèle	(60)	(64)	(130)
Opérations de location financière	(2)	(1)	(2)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(23)	(26)	(54)
Charges sur dettes représentées par un titre	(138)	(176)	(340)
Autres intérêts et charges assimilées	(6)	(9)	(15)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(332)	(380)	(744)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>		<i>(2)</i>	<i>(4)</i>

Note 21 : Commissions

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
Produits sur commissions	300	301	605
Commissions	10	9	19
Frais de dossiers	9	11	21
Commissions sur activités de services	40	41	82
Commissions de courtage d'assurance	30	33	65
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	115	113	226
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	63	63	129
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	33	31	63
Charges sur commissions	(109)	(113)	(234)
Commissions	(12)	(11)	(22)
Commissions sur les activités de services	(29)	(29)	(57)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(10)	(13)	(29)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(38)	(42)	(86)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(20)	(18)	(40)
Total des commissions nettes (*)	191	188	371
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>6</i>	<i>6</i>	<i>13</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 22 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
Autres produits d'exploitation bancaire	470	476	1 004
Produits des activités d'assurance	202	238	472
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	141	123	294
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	35	4	27
Opérations de location opérationnelle	116	103	215
Autres produits d'exploitation bancaire	11	12	23
dont reprise de provisions pour risques bancaires	4	4	8
Autres charges d'exploitation bancaire	(333)	(355)	(758)
Coûts des activités d'assurance	(56)	(98)	(182)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(139)	(130)	(305)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(49)	(13)	(36)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(42)	(47)	(93)
Opérations de location opérationnelle	(84)	(71)	(154)
Autres charges d'exploitation bancaire	(12)	(9)	(24)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(3)	(4)	(8)
Autres produits et charges d'exploitation	2	(1)	5
Autres produits d'exploitation	6	7	24
Autres charges d'exploitation	(4)	(8)	(19)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	139	120	251
	(2)	(4)	(10)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 21.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Note 23 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
Frais de personnel	(146)	(149)	(308)
Rémunération du personnel	(98)	(99)	(202)
Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définies	(8)	(10)	(18)
Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définies			(1)
Autres charges sociales	(33)	(34)	(71)
Autres charges de personnel	(7)	(6)	(16)
Autres frais administratifs	(153)	(159)	(277)
Impôts et taxes hors IS	(42)	(38)	(43)
Loyers	(4)	(4)	(7)
Autres frais administratifs	(107)	(117)	(227)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(299)	(308)	(585)

(*) Dont entreprises liées

4

(1)

(1)

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration, aux dotations et reprises sur Compte Epargne Temps (CET) et pour risques liés au personnel.

Note 24 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
Coût du risque sur financement clientèle	(216)	(77)	(176)
Dotations pour dépréciation	(294)	(143)	(277)
Reprises de dépréciation	137	112	198
Pertes sur créances irrécouvrables	(74)	(64)	(133)
Récupérations sur créances amorties	15	18	36
Coût du risque sur financement des Réseaux	(19)	(6)	9
Dotations pour dépréciation	(47)	(33)	(80)
Reprises de dépréciation	29	26	89
Pertes sur créances irrécouvrables	(1)		(1)
Récupérations sur créances amorties		1	1
Coût du risque sur autres activités	(1)	(10)	(10)
Variation des dépréciations des autres créances		(10)	1
Autres corrections de valeurs	(1)		(11)
Total du coût du risque (*)	(236)	(93)	(177)

(*) Dont entreprises liées

(10)

(11)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Le coût du risque sur l'activité Clientèle (financement des particuliers et des entreprises) est en forte hausse au premier semestre 2020. Le taux de provisionnement des encours B2 a significativement augmenté par rapport à fin décembre 2019, impacté par les répercussions négatives des politiques de confinement sur les processus de recouvrement (incapacité de récupérer les véhicules notamment). Cela a entraîné une augmentation des provisions B2 de 58,9 M€ malgré une baisse de l'encours correspondant de 5,5%. Les conséquences économiques de la crise sanitaire ont contribué à l'augmentation de l'encours B3 entraînant une hausse des provisions de 45 M€.

Sur l'activité Réseaux (financement des concessionnaires), le coût du risque est impacté négativement par l'actualisation des prévisions macro-économiques dans le cadre du provisionnement forward-looking IFRS9.

Note 25 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2020	06/2019	12/2019
Impôts exigibles	(92)	(170)	(294)
Impôts courants sur les bénéfices	(92)	(170)	(294)
Impôts différés	14	(10)	(98)
Impôts différés	13	(10)	(98)
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs	1		
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(78)	(180)	(392)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 16,34% au 30 juin 2020 contre 29,60% au 30 juin 2019 et 29,57% au 31 décembre 2019.

Le montant de la CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -2 M€.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

La charge d'impôt au 30 juin 2020 tient compte d'un produit d'impôt de 51 M€. Ce produit d'impôt correspond au remboursement par l'Etat Maltais d'un crédit d'impôt équivalent à 6/7 de la charge d'impôt 2019 (soit 6/7 de 59 M€). A fin juin 2020, ce crédit a été enregistré dans les comptes suite au versement des dividendes des entités maltaises. En juin 2019, ce même type de dividende n'a été versé qu'au 2ème Semestre 2019.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Depuis 2016, le taux effectif d'impôt du groupe intègre l'effet de la baisse du taux d'IS prévu dans la loi finance française. A fin juin 2020, cet impact a généré une charge d'impôts différés de -24,3 M€.

Le poste d'impôts différés varie de 23 M€ au 30 juin 2020. Le produit d'impôts différés constaté en juin 2020 est essentiellement lié à la baisse du taux d'impôts différés en France qui passe selon la loi de finance actuelle de 32,02% à 28,41%.

Note 26 : Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 30 juin 2020 n'est intervenu entre la date de clôture et le 24 juillet 2020, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.